



Marché d'assistance à Maitrise d'ouvrage

Marie de SAINT PIERRE DE LAGES
Avenue de Toulouse
31570 SAINT PIERRE DE LAGES
05 61 83 73 97
mairie@stpierredelages.fr

CCAP

Cahier des clauses administratives particulières

Marché en procédure adaptée : La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 27 du décret relatif aux marchés publics.

OBJET DU MARCHÉ ORDINAIRE :

ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT COMMUNAL

SOMMAIRE

Article 1 : Objet de la consultation forme et durée du marché

- 1.1. Objet de la consultation
- 1.2. Durée du marché
- 1.3. Forme du marché

Article 2 : Documents contractuels

Article 3 : Obligations du titulaire

- 3.1. Assurances
- 3.2. Confidentialité

Article 4 : Modalités d'exécution

- 4.1 Responsable de l'exécution des prestations
- 4.2. Pénalités de retard

Article 5 : Propriété intellectuelle

Article 6 : Engagements de l'administration

Article 7 : Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Article 8 : Conditions d'établissement des prix

- 8.1. Contenu des prix
- 8.2. Forme du prix

Article 9 : Modalités de règlement

Article 10 : Nantissement - cession de créances

Article 11 : Retenue de garantie

Article 12 : Arrêt des prestations – conditions de résiliation

Article 13 : Modifications des prestations en cours de réalisation du marché

Article 14 : Comptable assignataire de la dépense

Article 15 : Litiges

Article 16 : Dérogation aux documents généraux

Article 1 : Objet de la consultation forme et durée du marché

1.1 Objet de la consultation

Le marché est une mise en concurrence qui concerne une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création et la réalisation du lotissement communal du Village.

1.2 Durée du marché

Le marché ne débute qu'à la date de notification.

Le marché prendra fin à la fin de l'aménagement du lotissement, en 2022.

1.3 Forme du marché

Marché à procédure adaptée conformément à l'article L2123-1 du code de la commande publique.

Article 2 : Documents contractuels.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous:

- ☐ l'acte d'engagement daté et signé du prestataire,
- ☐ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), paraphé sur toutes ses pages pour acceptation sans réserve, signé en dernière page,
- ☐ le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), paraphé sur toutes ses pages pour acceptation sans réserve, signé en dernière page,
- ☐ le règlement de consultation, paraphé sur toutes ses pages pour acceptation sans réserve, signé en dernière page,
- ☐ la proposition du candidat comprenant :
 - _ une note d'intention exprimant les motivations du ou des candidats par rapport au projet,
 - _ une note méthodologique expliquant les moyens qui seront affectés au projet et notamment le nombre d'employés-heures affectés à chaque dossier et les coûts unitaires correspondants,
 - _ une note concernant les expériences du ou des candidats dans des domaines équivalents au présent projet, ainsi que les principales références impliquées.
 - _ la décomposition du prix ***conformément aux différentes phases du contenu de la mission défini à l'article 2 du CCTP***

Les offres sont à adresser à Madame le Maire de la commune de Saint-Pierre-de-Lages sous enveloppe cachetée ou par e-mail.

La date limite de remise des offres est fixée au 29 mai 2019 à 16H30.

Article 3 : Obligations du titulaire

3.1. Assurances

Le titulaire s'engage à garantir l'administration contractante pour tous les dommages causés aux biens et aux personnes.

Le titulaire devra disposer d'un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité civile et professionnelle à l'égard des tiers pour tous les dommages corporels, matériels et immatériels pouvant survenir à l'occasion de l'exécution du marché, y compris les erreurs, fautes et omissions ou retards dans l'exécution des prestations.

La preuve sera matérialisée par la remise d'une copie de la (ou des) police(s) d'assurances et de ses annexes en cours de contrat. Dans l'hypothèse où le contrat viendrait à échéance, une attestation de renouvellement du (ou des) contrat(s) avec indication éventuelle des avenants apportés, serait exigée dans le mois qui suit l'échéance annuelle du contrat d'assurances.

En cas de changement de compagnie, le titulaire devra fournir une copie du (ou des) nouveau(x) contrat(s).

3.2. Confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de la mairie de Saint-Pierre-de-Lages.

Article 4 : Modalités d'exécution

4.1. Responsable de l'exécution des prestations

Le titulaire indiquera à la personne responsable du marché, le nom et les coordonnées professionnelles de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom.

4.2. Pénalités de retard

Les dispositions prévues à l'article 16 du CCAG PI s'appliquent.

Article 5 : Propriété intellectuelle

Les rémunérations perçues par le titulaire au titre du présent marché sont réputées comprendre la reproduction par la personne publique de toutes les créations du titulaire pour le compte de la commune de Saint-Pierre-de-Lages, sur les supports de toute nature de son choix et notamment l'exploitation sur des supports informatiques.

Toute publication ou reproduction fera apparaître le nom de l'auteur.

Article 6 : Engagements de l'administration

L'administration s'engage à fournir au titulaire du marché, pour la réalisation des missions qui lui sont confiées, toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer le plein succès du projet. La commune de Saint-Pierre-de-Lages se chargera, à la demande du titulaire, d'organiser toutes les réunions avec les acteurs concernés qu'il lui apparaîtra utile de convoquer.

Article 7 : Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le contractant peut sous-traiter un ou plusieurs éléments de mission. Il devra, si tel est le cas, fournir au mandataire du marché les déclarations de sous-traitance correspondantes.

Article 8 : Conditions d'établissement des prix

8.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation, ainsi que les droits de propriété intellectuelle se rattachant aux prestations et les frais d'envoi des documents.

8.2. Forme du prix

Les prix sont fermes et définitifs.

Article 9 : Modalités de règlement

Le règlement du montant du marché sera réparti de la façon suivante :

- 30% dans le mois suivant la validation du budget,
- 40% dans le mois suivant la déclaration d'ouverture du chantier,
- 30% dans le mois suivant l'obtention de l'arrêté autorisant la vente des lots par anticipation.

Le paiement des sommes dues au titre du marché s'effectue sous forme de virement administratif et dans un délai maximum de 30 jours à réception des factures.

Les décomptes et les factures afférents aux paiements sont établis en un seul original et deux copies sur papier à en-tête du titulaire et doivent comporter, outre les mentions sociales d'usage, les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier,
- le n° de compte bancaire ou postal à créditer,
- le n° et la date de notification du marché,
- la désignation des prestations réalisées conformément à ce qui est indiqué à l'article 3 du présent document et au bon de commande associé.
- la date d'établissement de la facture.

Article 10 : Nantissement - cession de créances

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créances de la part du titulaire bénéficiaire du paiement direct, dans les conditions fixées par les articles R2191-46 à R2191-58 du code de la commande publique.

Article 11: Retenue de garantie

Pour la réalisation du présent marché, le titulaire en est dispensé.

Article 12 : Arrêt des prestations – conditions de résiliation

En cas de résiliation en cours du marché, elle se fera par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis de deux mois fermes avant l'échéance.

L'administration contractante pourra, pour quelque raison que ce soit, résilier le présent marché dans les conditions prévues au CCAG/PI.

Article 13 : Modifications des prestations en cours de réalisation du marché

L'administration contractante peut, en cours de réalisation du marché, apporter des modifications au marché, soit par augmentation soit par diminution des prestations ou par changement de la nature et/ou qualité de ces prestations ou par tout autre moyen.

Il pourra être procédé à ces modifications dès lors qu'elles demeurent liées à l'objet même du marché et qu'elles n'ont point pour effet d'en bouleverser l'économie générale.

Si les modifications ainsi apportées comportent des incidences financières sur le montant global du marché, celles-ci devront faire l'objet d'un avenant conformément aux dispositions de l'article 20 du code des marchés publics.

Toutefois, les transferts de charges d'un poste à un autre poste ne font pas l'objet d'un avenant dès lors qu'ils n'ont point d'effet sur les montants fixés initialement.

Article 14 : Comptable assignataire de la dépense

Le comptable assignataire de la dépense, chargé du paiement des prestations prévues au marché, est Madame la trésorière de Caraman.

Article 15 : Litiges

La procédure de règlement amiable des différends ou litiges qui pourraient intervenir en cours d'exécution du marché est celle définie par les articles R2197-1 et suivants du code de la commande publique.

Au cas où un accord ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige devrait être porté devant le tribunal administratif de Toulouse.

Article 16 : Dérogation aux documents généraux

Sans objet.

Pour le Maître d'Ouvrage

Le Maire

Laurence KLEIN

Accepté par le Représentant de la Société

A.....

le.....

Mention manuscrite "Lu et approuvé"

et signature du Représentant de la Société